

2° le présent arrêté.

Art. 53. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 juin 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

2° dit besluit.

Art. 53. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 juni 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2019/13423]

26 JUIIN 2019. — Arrêté royal fixant le montant et les conditions d'octroi des revenus du travail et de l'allocation de formation et fixant les conditions dans lesquelles le temps consacré à des activités de formation en prison est assimilé à du temps de travail

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour objet d'une part de déterminer les montants et les conditions d'octroi des revenus du travail et des activités de formation et d'autre part de fixer les conditions dans lesquelles suivre une formation en prison donne droit à une allocation de formation. Cet arrêté est pris en exécution des articles 83, § 3, 84, § 1^{er}, 86, §§ 1^{er} et 2, et 180 de la loi de principes concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus du 12 janvier 2005 (ci-après nommée Loi de Principes).

Dans le chapitre 1^{er} du présent arrêté une série de notions sont définies. Dans les chapitres 2 et 4 le montant et les conditions d'octroi respectivement de la rémunération du travail et de l'allocation de formation sont fixés. Le chapitre 3 est consacré à la fixation des conditions selon lesquelles le temps consacré à des activités de formation en prison est assimilé à du temps de travail. Le chapitre 5 renvoie dans son seul article au formulaire par lequel un détenu doit demander du travail disponible en prison. Le chapitre 6, enfin, contient une série de dispositions d'abrogation et règle l'entrée en vigueur.

La rédaction finale de cet arrêté a suivi et pris en compte toutes les remarques que le Conseil d'État a faites dans son avis 66.000/1 du 13 mai 2019.

Commentaire des articles

L'article 1^{er} contient la définition d'une série de notions utilisées dans le présent arrêté. Ainsi, il clarifie la notion d'« activité de formation », terme générique qui recouvre tant les activités de formation professionnelle que les activités de formation de nature générale, notions qui sont également définies. Dès lors que le législateur a choisi le mécanisme de l'assimilation à du temps de travail en tant que condition d'une allocation de formation, le concept de « temps assimilable » a également été précisé.

L'article 2 fixe les montants de la rémunération du travail. En ce qui concerne ces revenus, le choix a été fait d'un système de fourchette. L'arrêté fixe la fourchette dans laquelle l'allocation doit se trouver. Ce choix se fonde sur la nécessité de tenir compte de manière flexible de la conjoncture de l'offre et de la demande pour les différentes catégories de travaux dans les différentes prisons et dans les limites du budget disponible. Le montant concret des allocations sera donc fixé par le Comité de gestion de la Régie du Travail pénitentiaire, par prison et type de travail. En fixant les montants, le principe sera suivi selon lequel le même type de travail est rémunéré de la même façon, indépendamment de la prison. Le libellé utilisé permet toutefois de déroger à ce principe, quand il y a de bonnes raisons pour le faire et donc de fixer un montant différent par prison ou dans une prison particulière.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2019/13423]

26 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van de inkomsten uit arbeid en van de opleidingstoelage en tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de tijd besteed aan vormingsactiviteiten in de gevangenis met arbeidstijd wordt gelijkgesteld

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen strekt er enerzijds toe de bedragen en de toekenningsvoorwaarden van de inkomsten voor gevangenisarbeid en van de opleidingstoelage vast te stellen en strekt er anderzijds toe de voorwaarden vast te stellen waaronder het volgen van een opleiding in de gevangenis recht geeft op een opleidingstoelage. Dit besluit geeft uitvoering aan de artikelen 83, § 3, 84, § 1, 86, §§ 1 en 2 en 180 van de Basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden (verder : de Basiswet).

In hoofdstuk 1 van voorliggend besluit worden een aantal begrippen gedefinieerd. In de hoofdstukken 2 en 4 worden de bedragen en toekenningsvoorwaarden van respectievelijk de inkomsten uit arbeid en de opleidingstoelage vastgesteld. Hoofdstuk 3 is gewijd aan het vaststellen van de voorwaarden waaronder de tijd besteed aan een vormingsactiviteit met arbeidstijd wordt gelijkgesteld. Hoofdstuk 5 verwijst in een enig artikel naar het door de gedetineerde te gebruiken formulier om de beschikbare arbeid in de gevangenis aan te vragen. Hoofdstuk 6, ten slotte, bevat een reeks opheffingsbepalingen en regelt de inwerkingtreding.

De finale versie van dit besluit houdt rekening met en geeft gevolg aan alle opmerkingen door de Raad van State gegeven in zijn advies 66.000/1 van 13 mei 2019.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1 bevat de definities van een reeks begrippen die in het besluit worden gebruikt. Zo wordt onder meer verduidelijkt dat het begrip 'vormingsactiviteiten' de generieke term is die met name zowel de beroepsgerichte opleidingen als de opleidingen van algemene aard viseert; begrippen die op hun beurt worden gedefinieerd. Omdat de wetgever als voorwaarde voor het ontvangen van een opleidingstoelage koos voor het mechanisme van gelijkstelling met arbeid, wordt ook het begrip 'gelijkgestelde tijd' gedefinieerd.

Artikel 2 stelt de inkomsten uit arbeid vast. Voor die inkomsten wordt gekozen om te werken met een worksysteem : het besluit legt de vork vast binnen dewelke de vergoeding voor arbeid dient te worden vastgesteld. Deze keuze is ingegeven door de noodzaak om flexibel rekening te kunnen houden met de conjunctuur van vraag en aanbod van de verschillende categorieën arbeid in de resp. gevangenis in relatie tot het beschikbare budget. Het concrete bedrag van de inkomsten zal dan, per gevangenis en per type arbeid, vastgesteld worden door de beheerscommissie van de Regie van de Gevangenisarbeid. Als principe zal daarbij vooropstaan dat per type arbeid een zelfde vergoeding wordt vastgesteld, los van de gevangenis van verblijf. De gebruikte formulering biedt echter ook de mogelijkheid om, als daar goede redenen voor zijn, toch een verschillend beleid te voeren per gevangenis of in een welbepaalde gevangenis.

Dans l'article 3 la règle actuelle selon laquelle le détenu est rémunéré pour le travail qu'il aurait dû prester mais qu'il n'a pas pu prester en raison d'une grève du personnel est reprise. Dans ce cas, le détenu n'a droit qu'à la rémunération minimale par heure qu'il aurait dû prester, avec un montant maximum par jour (à raison de 7 heures de travail). Par rapport à l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2004 *déterminant les montants des gratifications payées aux détenus*, qui est abrogé par cet arrêté, il est toutefois clairement précisé qu'il doit s'agir d'un manque de personnel *pénitentiaire*. L'éventuel manque de personnel chez un entrepreneur privé (même s'il résulte d'une action de grève chez l'employeur privé) n'entre donc pas dans le champ d'application. Les aspects qui tiennent à l'organisation du travail pénitentiaire (comme par exemple la fermeture des ateliers pendant les vacances) ne sont pas davantage visés par cette disposition.

Ensuite, l'article 4 détermine les conditions auxquelles la participation à une activité de formation donne droit à une allocation de formation ou – autrement formulé – auxquelles le temps consacré à des activités de formation peut être assimilé à du temps de travail. Le paragraphe 1^{er} énumère les trois catégories de formations qui donnent droit à une allocation de formation.

Le 1^o contient la règle pour les formations de nature générale : si une telle formation compte au moins 4 heures de cours par semaine et qu'elle débouche sur un certificat d'étude reconnu par l'autorité compétente, alors suivre cette formation donne droit à une allocation de formation;

Le 2^o contient la règle pour les formations à caractère professionnel : si une telle formation compte au moins 4 heures de cours par semaine et qu'elle mène à une qualification professionnelle reconnue par l'autorité compétente, alors suivre cette formation donne droit à une allocation de formation;

Le 3^o contient la base pour reconnaître des formations de nature générale qui ne sont pas offertes au sein de la prison, mais que le détenu peut suivre sous forme d'enseignement à distance à partir de la prison. La pratique démontre le besoin de pouvoir rémunérer ce genre de formations. Cependant, suivre une telle formation ne donne pas automatiquement droit à une allocation de formation. Premièrement une décision à cet effet doit être prise par le directeur général de l'administration pénitentiaire ou son délégué, et cette décision présuppose que le suivi de cette formation contribue essentiellement à la préparation de sa réintégration sociale. Deuxièmement, dans ce cas d'espèce l'allocation de formation consistera d'une part en une contribution dans les frais d'inscription (avec un plafond de 100 euros) et d'autre part en le montant standard par heure, cependant uniquement à concurrence du nombre d'heures que le détenu consacre effectivement et de manière démontrable à la formation, avec au maximum le nombre d'heures fixé dans la décision du directeur général ou de son délégué. Les heures qui de manière démontrable sont consacrées à la formation seront, par exemple, le temps « enregistré » durant lequel le détenu a été connecté à la plateforme en ligne mise à disposition par le dispensateur de la formation,...

Ensuite, dans les paragraphes suivants de l'article 4, les heures qui peuvent donner droit à l'allocation sont définies.

Pour les formations en classe à caractère général et à caractère professionnel il s'agit des heures auxquelles le détenu a assisté (sous forme de cours en classe).

Pour le trajet d'apprentissage individuel (formation à distance) visé au paragraphe 1^{er}, 3^o, il s'agit, comme déjà dit ci-dessus, du nombre d'heures consacrées de manière démontrable à la formation, avec au maximum le nombre d'heures tel que fixé dans la décision du directeur général ou de son délégué, qui, pour fixer ce maximum, s'appuiera évidemment sur l'information mise à disposition par le dispensateur de la formation.

Van de bestaande regeling wordt in artikel 3 de regel overgenomen dat de gedetineerde ook vergoed wordt voor de arbeid die hij normalerwijze zou verricht hebben, maar niet *kon* verrichten wegens een staking van het personeel. In dat geval heeft de gedetineerde slechts recht op het minimumbedrag per uur dat hij zou gewerkt hebben, beperkt tot een totaal maximumbedrag per dag (overeenkomend met 7 uren). Ten opzichte van het Ministerieel Besluit van 1 oktober 2004 *tot vaststelling van de bedragen van de aan de gedetineerden betaalde arbeidslo-nen*, dat bij dit besluit opgeheven wordt, is nu wel duidelijk bepaald dat het moet gaan om een staking van het *gevangenis*personeel. Een eventueel tekort aan personeel bij de privé-aannemer (ook als dit het gevolg zou zijn van een staking bij die privé-werkgever) valt dus bijvoorbeeld niet onder het toepassingsgebied. Aspecten die verband houden met de organisatie van de gevangenisarbeid (zoals bvb. sluitingen van werkhuizen tijdens de vakantieperiode) worden even-min geïmagineerd worden door deze bepaling.

Artikel 4 legt vervolgens de voorwaarden vast waaronder de deelname aan vormingsactiviteiten recht geeft op een vergoeding of – anders geformuleerd – waaronder de tijd besteed aan vormingsactiviteiten gelijkgesteld wordt met arbeidstijd. In paragraaf 1 worden drie categorieën van vormingsactiviteiten opgesomd die recht geven op een opleidingstoelage.

1^o bevat de *regel* voor de opleiding van algemene aard : als een dergelijke opleiding minimum 4 lessen per week belooft en ze leidt tot een door de bevoegde overheid erkend studiebewijs, dan geeft het volgen van deze opleiding recht op een opleidingstoelage;

2^o bevat de *regel* voor de beroepsgerichte opleiding : als een dergelijke opleiding minimum 4 lessen per week belooft, en ze leidt tot een door de bevoegde overheid erkende beroepskwalificatie, dan geeft het volgen van deze opleiding recht op een opleidingstoelage;

3^o bevat de grondslag voor het erkennen van opleidingen van algemene aard die niet in de gevangenis zelf worden aangeboden, maar die vanuit de gevangenis via enige vorm van afstandsonderwijs kunnen worden gevolgd. De praktijk toont aan dat er behoefte is om ook dergelijke opleidingen te kunnen vergoeden. Het volgen van een dergelijke opleiding geeft evenwel niet automatisch recht op een opleidingstoelage. Vooreerst dient de directeur-generaal van de penitentiare administratie of zijn gemachtigde daartoe een beslissing te nemen en veronderstelt deze beslissing dat het volgen van die opleiding in hoofde van de betrokkene gedetineerde wezenlijk bijdraagt aan de voorbereiding van zijn sociale re-integratie. Ten tweede, bestaat de opleidingstoelage in dat geval dan enerzijds uit een tegemoetkoming in het inschrijvingsgeld (ten belope van maximaal 100 euro) en anderzijds uit het standaardbedrag per uur, evenwel slechts ten belope van het aantal uren dat de gedetineerde werkelijk en aantoonbaar aan de opleiding besteedt, met als maximum het aantal uren zoals vastgesteld in de beslissing van de directeur-generaal of zijn gemachtigde. De aantoonbaar aan de opleiding bestede uren zullen bijvoorbeeld de 'gelogde' uren zijn die de gedetineerde doorbracht op het door de verstrekker van de opleiding ter beschikking gestelde online platform,...

In de volgende paragrafen van artikel 4 worden dan de uren gedefinieerd die principieel recht geven op de vergoeding.

Voor de klassikale opleidingen van algemene aard en beroepsgerichte opleidingen gaat het om de bijgewoonde lessen (in klassikaal verband).

Voor het individuele leertraject (e-learning, afstandsonderwijs) bedoeld in paragraaf 1, 3^o, gaat het, zoals gezegd, om de aantoonbaar aan de opleiding bestede uren, met als maximum het aantal uren zoals vastgesteld in de beslissing van de directeur-generaal of zijn gemachtigde, die zich voor dat maximum uiteraard zal baseren op de door de inrichter van de opleiding verstrekte informatie.

L'article 5 n'appelle pas de commentaires particuliers.

Dans l'article 6 le montant par heure de l'allocation de formation est fixé. En ce qui concerne les formations, le système de fourchette n'a pas été retenu, mais plutôt un montant horaire fixe, à savoir 0,70 euro par heure, avec un maximum de 25,20 euros par semaine.

Pour des motifs d'équité, l'article 7 prévoit également une allocation de formation, comme pour le travail, dans les situations où un détenu n'a pas pu suivre une formation à laquelle il était inscrit en raison d'une grève du personnel pénitentiaire. Elle est fixée à 0,70 euros par heure.

L'article 8 prévoit que l'allocation de formation pour les formations visées à l'article 4, § 1^{er} 3°, outre une rémunération par heure prestée, contient également une contribution aux frais d'inscription de ladite formation avec un plafond de 100 euros. Il va de soi que cette contribution aux frais d'inscription n'est octroyée qu'à condition que le directeur général ou son délégué ait préalablement approuvé cette formation et que, donc, il ait reconnu que cette formation contribue essentiellement à la préparation de la réintégration sociale du détenu. Le but de cette contribution est de rendre plus accessible financièrement ces formations.

L'article 9 prévoit une règle générale de subsidiarité pour l'allocation de formation. Cette allocation n'est reconnue ou complétée que pour autant que le détenu ne perçoive pas, pour cette formation, une autre rémunération accordée par une autre autorité. Ceci est un principe général qui s'applique donc aussi à la contribution aux frais d'inscription visée à l'article 8.

L'article 10 renvoie au formulaire par lequel un détenu doit demander du travail disponible en prison.

Les articles 11 à 14, enfin, contiennent une série de dispositions abrogatoires et finales qui n'appellent pas de commentaires.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Conseil d'État, section de législation

Avis 66.000/1 du 13 mai 2019 sur un projet d'arrêté royal 'fixant le montant et les conditions d'octroi des revenus du travail et de l'allocation de formation et fixant les conditions dans lesquelles le temps consacré à des activités de formation en prison est assimilé à du temps de travail'

Le 11 avril 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant le montant et les conditions d'octroi des revenus du travail et de l'allocation de formation et fixant les conditions dans lesquelles le temps consacré à des activités de formation en prison est assimilé à du temps de travail'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 2 mai 2019. La chambre était composée de Marnix Van Damme, président de chambre, Wilfried Van Vaerenbergh et Wouter Pas, conseillers d'État, Michel Tison et Johan Put, assesseurs, et Helena Kets, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Wendy Depester, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Wilfried Van Vaerenbergh, conseiller d'État.

Artikel 5 behoeft geen nadere toelichting.

In artikel 6 wordt het bedrag per uur van de opleidingstoelage vastgesteld. Voor de opleidingstoelage wordt niet gewerkt met een vorkstelsel, maar wordt een vast bedrag vastgesteld van 0,70 euro per uur, met een maximum van 25,20 euro per week.

Om redenen van gelijkheid wordt in artikel 7, zoals bij de vergoeding voor arbeid, ook voor de opleidingstoelage voorzien dat deze wordt toegekend in geval de gedetineerde wegens een staking van het gevangenispersoneel de opleiding waarvoor hij was ingeschreven niet heeft kunnen volgen. Deze wordt toegekend aan het gewone bedrag van 0,70 euro per uur.

Artikel 8 voorziet dat de opleidingstoelage voor de opleidingen bedoeld in artikel 4, § 1, 3°, naast de vergoeding per uur, eveneens kan bestaan uit een tegemoetkoming in de inschrijvingskost voor de betrokken opleiding, ten belope van maximaal 100 euro. Uiteraard is daartoe vereist dat de directeur-generaal of zijn gemachtigde de opleiding eerst heeft goedgekeurd en dus heeft erkend dat het volgen ervan in hoofde van de betrokken gedetineerde wezenlijk bijdraagt aan de voorbereiding van diens sociale re-integratie. De bedoeling hiervan is de financiële drempel voor het volgen van dergelijke opleidingen te verlagen.

Artikel 9 voorziet in een algemene subsidiariteitsregeling voor de opleidingstoelage. De toelage wordt slechts toegekend of aangevuld, voor zover de betrokken gedetineerde voor die opleiding niet reeds een vergoeding ontvangt vanwege een andere overheid. Dit betreft een algemeen principe, dat dus ook geldt voor de tegemoetkoming in het inschrijvingsgeld bedoeld in artikel 8.

Artikel 10 verwijst naar het door de gedetineerde te gebruiken formulier om de beschikbare arbeid in de gevangenis aan te vragen.

De artikelen 11 tot en met 14, ten slotte, bevatten een reeks opheffings- en slotbepalingen die geen verdere duiding behoeven.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Justitie,
K. GEENS

Raad van State, afdeling Wetgeving

Advies 66.000/1 van 13 mei 2019 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van de inkomsten uit arbeid en van de opleidingstoelage en tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de tijd besteed aan vormingsactiviteiten in de gevangenis met arbeidstijd wordt gelijkgesteld'

Op 11 april 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van de inkomsten uit arbeid en van de opleidingstoelage en tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de tijd besteed aan vormingsactiviteiten in de gevangenis met arbeidstijd wordt gelijkgesteld'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 2 mei 2019. De kamer was samengesteld uit Marnix Van Damme, kamervoorzitter, Wilfried Van Vaerenbergh en Wouter Pas, staatsraden, Michel Tison en Johan Put, assessoren, en Helena Kets, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wendy Depester, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wilfried Van Vaerenbergh, staatsraad.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 mai 2019.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

Observation préliminaire

2. Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Portée et fondement juridique du projet

3. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de pourvoir à l'exécution des articles 81 à 86, §§ 1^{er} et 2, de la loi de principes du 12 janvier 2005 'concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus'.

Le chapitre premier définit un certain nombre de notions (article 1^{er} du projet), le chapitre 2 contient des dispositions relatives aux revenus du travail effectué en prison (articles 2 et 3), le chapitre 3 décrit les conditions auxquelles l'activité de formation est assimilée à du travail (article 4), le chapitre 4 établit le montant et les conditions d'octroi de l'allocation de formation (articles 5 à 9), le chapitre 5 concerne le formulaire par lequel le détenu peut demander du travail disponible dans la prison (article 10) et, enfin, le chapitre 6 renferme des dispositions abrogatoires (articles 11 à 13) et règle l'entrée en vigueur des articles 81 à 86, §§ 1^{er} et 2, de la loi de principes du 12 janvier 2005 ainsi que de l'arrêté envisagé (article 14).

4.1. Le projet trouve un fondement juridique dans les dispositions de la loi de principes du 12 janvier 2005 mentionnées au deuxième alinéa du préambule du projet, ainsi que dans l'article 180 de la même loi (en ce qui concerne l'article 14, 1^o, du projet).

4.2. La référence à l'article 37 de la Constitution, au premier alinéa du préambule du projet, n'est pas nécessaire et doit être supprimée, d'autant plus qu'elle pourrait donner erronément à penser que le Roi aurait encore un pouvoir réglementaire indépendant pour régler le statut juridique des détenus.

La référence à l'article 108 de la Constitution, dans le même alinéa du préambule, doit également être supprimée, dès lors que les dispositions précitées de la loi de principes du 12 janvier 2005 procurent un fondement juridique suffisant au projet et qu'il ne faut pas invoquer le pouvoir général d'exécution que le Roi tire de l'article 108 de la Constitution.

Examen du texte

Préambule

5. Compte tenu des observations formulées ci-dessus à propos du fondement juridique du projet, on supprimera le premier alinéa du préambule, et on visera aussi, dans le deuxième alinéa (qui devient le premier), l'article 180 de la loi de principes du 12 janvier 2005.

6. On insérera, dans le préambule, une référence à l'arrêté royal du 21 mai 1965 'portant règlement général des établissements pénitentiaires', qui est modifié par l'article 12 du projet.

Article 12

7. À l'article 12, 3^o, du projet, les mots « par l'arrêté royal du 28 avril 1970 » seront remplacés par les mots « par les arrêtés royaux des 28 avril 1970 et 28 décembre 2006 ».

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 mei 2019.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

Voorafgaande opmerking

2. Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

3. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe uitvoering te geven aan de artikelen 81 tot 86, §§ 1 en 2, van de basiswet van 12 januari 2005 'betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden'.

In hoofdstuk 1 van het ontwerp worden een aantal begrippen gedefinieerd (artikel 1 van het ontwerp), hoofdstuk 2 bevat bepalingen met betrekking tot de inkomsten uit de in de gevangenis verrichte arbeid (artikelen 2 en 3), hoofdstuk 3 omschrijft de voorwaarden voor de gelijkstelling van een vormingsactiviteit met arbeid (artikel 4), hoofdstuk 4 bevat het bedrag en de toekenningvoorwaarden van de opleidingstoelage (artikelen 5 tot 9), hoofdstuk 5 heeft betrekking op het formulier waarmee de gedetineerde beschikbare arbeid in de gevangenis kan aanvragen (artikel 10) en hoofdstuk 6, ten slotte, bevat opheffingsbepalingen (artikelen 11 tot 13) en regelt de inwerkingtreding van de artikelen 81 tot 86, §§ 1 en 2, van de basiswet van 12 januari 2005 en van het te nemen besluit (artikel 14).

4.1. Rechtsgrond voor het ontwerp wordt geboden door de in het tweede lid van de aanhef van het ontwerp vermelde bepalingen van de basiswet van 12 januari 2005, alsook door artikel 180 van dezelfde wet (dit laatste voor artikel 14, 1^o, van het ontwerp).

4.2. De verwijzing naar artikel 37 van de Grondwet, in het eerste lid van de aanhef van het ontwerp, is niet nodig en moet worden geschrapt, temeer daar de verwijzing verkeerdelijk de indruk zou kunnen wekken dat er nog een zelfstandige verordeningbevoegdheid van de Koning zou bestaan om de rechtspositie van gedetineerden te regelen.

De verwijzing naar artikel 108 van de Grondwet, in hetzelfde lid van de aanhef, dient eveneens te worden geschrapt, nu de voormelde bepalingen van de basiswet van 12 januari 2005 volstaan als rechtsgrond voor het ontwerp en er geen beroep moet worden gedaan op de algemene uitvoeringsbevoegdheid die de Koning ontleent aan artikel 108 van de Grondwet.

Onderzoek van de tekst

Aanhef

5. Rekening houdend met wat hiervoor is opgemerkt over de rechtsgrond voor het ontwerp, dient het eerste lid van de aanhef te worden geschrapt en dient in het tweede lid (dat het eerste wordt) ook te worden verwezen naar artikel 180 van de basiswet van 12 januari 2005.

6. In de aanhef dient een verwijzing te worden opgenomen naar het koninklijk besluit van 21 mei 1965 'houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen', dat bij artikel 12 van het ontwerp wordt gewijzigd.

Artikel 12

7. In artikel 12, 3^o, van het ontwerp dienen de woorden "bij Koninklijk besluit van 28 april 1970" te worden vervangen door de woorden "bij de koninklijke besluiten van 28 april 1970 en 28 december 2006".

Article 14

8. Selon le délégué, les articles 81 à 86, §§ 1^{er} et 2, de la loi de principes du 12 janvier 2005 et l'arrêté envisagé entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2020. On complètera l'article 14 du projet en y ajoutant cette date.

Le greffier,
Helena Kets

Le président,
Marnix Van Damme

26 JUIN 2019. — Arrêté royal fixant le montant et les conditions d'octroi des revenus du travail et de l'allocation de formation et fixant les conditions dans lesquelles le temps consacré à des activités de formation en prison est assimilé à du temps de travail

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 janvier 2005 de principes concernant l'administration des établissements pénitentiaires ainsi que le statut juridique des détenus, les articles 83, § 3, 84, § 1^{er}, 86, §§ 1^{er} et 2 et 180 ;

Vu l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1971 portant instructions générales pour les établissements pénitentiaires ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2004 déterminant les montants des gratifications payées aux détenus ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 juin 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 5 avril 2019 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis 66.000/1 du Conseil d'État, donné le 13 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Ministre de la Justice et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- 1° activités de formation : formations professionnelles et formations à caractère général qui peuvent être suivies au sein de la prison;
- 2° formations professionnelles : les formations destinées à acquérir des connaissances et/ou des aptitudes requises pour l'exercice d'une profession déterminée ;
- 3° formations à caractère général : les formations destinées à acquérir des connaissances et/ou des aptitudes dans le domaine intellectuel ou social;
- 4° temps assimilé : le temps consacré à une activité de formation qui conformément à cet arrêté est assimilé à du temps de travail;
- 5° la loi : la loi du 12 janvier 2005 de principes concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus;
- 6° directeur général : le fonctionnaire dirigeant visé à l'article 2, 12°, de la loi;
- 7° l'allocation de formation : l'allocation visée à l'article 86, § 2, de la loi.

Artikel 14

8. Volgens de gemachtigde zullen de artikelen 81 tot 86, §§ 1 en 2, van de basiswet van 12 januari 2005 en het te nemen besluit in werking treden op 1 januari 2020. Artikel 14 van het ontwerp dient met die datum te worden aangevuld.

De griffier,
Helena Kets

De voorzitter,
Marnix Van Damme

26 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van de inkomsten uit arbeid en van de opleidingstoelage en tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de tijd besteed aan vormingsactiviteiten in de gevangenis met arbeidstijd wordt gelijkgesteld

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden, de artikelen 83, § 3, 84, § 1, 86, §§ 1 en 2 en 180;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 juli 1971 houdende algemene instructie voor de strafinrichtingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 oktober 2004 tot vaststelling van de bedragen van de aan de gedetineerden betaalde arbeidslonen;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 25 juni 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, d.d. 5 april 2019;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op advies nr. 66.000/1 van de Raad van State, gegeven op 13 mei 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Justitie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° vormingsactiviteiten : beroepsgerichte opleidingen en opleidingen van algemene aard die in de gevangenis worden gevolgd;
- 2° beroepsgerichte opleidingen : opleidingen gericht op het verwerven van kennis en/of vaardigheden, vereist voor de uitoefening van een welbepaald beroep;
- 3° opleidingen van algemene aard : opleidingen, gericht op het verwerven van kennis en/of vaardigheden op intellectueel of sociaal gebied;
- 4° gelijkgestelde tijd : de tijd besteed aan een vormingsactiviteit die overeenkomstig dit besluit met arbeidstijd wordt gelijkgesteld;
- 5° de wet : de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden;
- 6° directeur-generaal : de leidende ambtenaar bedoeld in artikel 2, 12°, van de wet.
- 7° opleidingstoelage : de toelage bedoeld in artikel 86, § 2, van de wet.

CHAPITRE 2

Dispositions concernant les revenus du travail

Art. 2. Le montant des revenus du travail effectué en prison est fixé comme suit :

- entre 0,75 et 4 euros par heure ;
- une rémunération à la pièce, sans que cette rémunération puisse se monter à plus de 4 euros par heure en moyenne.

La Commission de gestion de la Régie du travail pénitentiaire fixe les montants par prison et par type de travail.

Art. 3. Pour chaque jour où un détenu ne peut pas travailler en raison d'une grève du personnel pénitentiaire, il a droit à une indemnisation.

Que le travail effectué par le détenu soit rémunéré par heure ou qu'il le soit à la pièce, l'indemnisation se monte à 0,75 euro par heure qui aurait été prestée avec un maximum de 5,25 euros par jour.

Une absence au travail pour une autre raison que celle visée au premier alinéa ne donne droit à aucune indemnisation.

CHAPITRE 3

Conditions auxquelles l'activité de formation est assimilé à du travail

Art. 4. § 1^{er}. L'activité de formation qui est assimilée au travail est :

- 1° la formation à caractère général qui remplit cumulativement les conditions suivantes :
 - a) elle se déroule pendant au moins quatre heures par semaine ;
 - b) elle est organisée à l'initiative et sous la responsabilité d'un établissement d'enseignement ou de formation et mène à une attestation, un certificat d'études ou un diplôme reconnu par l'autorité compétente ;
- 2° la formation à caractère professionnel qui remplit cumulativement les conditions suivantes :
 - a) elle se déroule pendant au moins quatre heures par semaine;
 - b) elle est organisée à l'initiative et sous la responsabilité d'un établissement d'enseignement ou de formation et mène à une qualification professionnelle reconnue par l'autorité compétente.
- 3° la formation à caractère général sous la forme d'un enseignement à distance répondant à la condition visée au 1°, b), et qui est approuvée par le directeur général ou son délégué dans le chef d'un détenu en particulier dans le cas où le suivi de cette formation contribue essentiellement à la préparation de la réintégration sociale.

§ 2. Pour les activités de formation visées au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, le temps assimilé consiste en les heures de cours auxquelles il a assisté;

§ 3. Pour l'activité de formation visée au paragraphe 1^{er}, 3°, le temps assimilé consiste en les heures consacrées effectivement et de manière démontrable à la formation, avec au maximum le nombre d'heures fixé dans la décision du directeur général ou son délégué.

CHAPITRE 4

Disposition concernant l'allocation de formation

Art. 5. Le temps assimilé à du temps de travail donne droit à une allocation de formation aux conditions et limitations prévues dans ce chapitre.

Art. 6. L'allocation de formation se monte à 0,70 euro par heure avec un maximum de 25,20 euros par semaine.

Art. 7. Si les heures de cours ne peuvent pas être récupérées à un moment ultérieur, le détenu a également droit à l'allocation de formation pour les heures de cours auxquelles il n'a pas pu assister en raison d'une grève du personnel pénitentiaire.

HOOFDSTUK 2

Bepalingen met betrekking tot de inkomsten uit arbeid

Art. 2. Het bedrag van de inkomsten voor de in de gevangenis verrichte arbeid wordt vastgesteld als volgt :

- tussen 0,75 en 4 euro per uur;
- een vergoeding per stuk, zonder dat die vergoeding meer kan bedragen dan gemiddeld 4 euro per uur.

De beheerscommissie van de Regie voor de Gevangenisarbeid legt de bedragen per gevangenis en per arbeidstype vast.

Art. 3. Voor elke dag waarop de gedetineerde niet kan werken ingevolge een staking van het gevangenispersoneel, heeft hij recht op een vergoeding.

Ongeacht of de door de gedetineerde verrichte arbeid vergoed wordt per uur of per stuk, bedraagt de vergoeding 0,75 euro per uur dat hij zou gewerkt hebben, met als maximum 5,25 euro per dag.

Een afwezigheid op het werk om een andere dan de in het eerste lid bedoelde reden, geeft geen recht op een vergoeding.

HOOFDSTUK 3

Voorwaarden voor de gelijkstelling van een vormingsactiviteit met arbeid

Art. 4. § 1. De vormingsactiviteit die gelijkgesteld wordt met arbeid is :

- 1° de opleiding van algemene aard die cumulatief voldoet aan de volgende voorwaarden :
 - a) ze belooft minstens vier lesuren per week;
 - b) ze wordt ingericht op initiatief en onder de verantwoordelijkheid van een onderwijs- of opleidingsinstelling en leidt tot een door de bevoegde overheid erkend getuigschrift, certificaat of diploma;
- 2° de beroepsgerichte opleiding die cumulatief voldoet aan de volgende voorwaarden :
 - a) ze belooft minstens vier lesuren per week;
 - b) ze wordt ingericht op initiatief en onder de verantwoordelijkheid van een onderwijs- of opleidingsinstelling en leidt tot een door de bevoegde overheid erkende beroepskwalificatie.
- 3° de opleiding van algemene aard onder de vorm van afstandsonderwijs die voldoet aan de voorwaarde bedoeld in 1°, b), en die door de directeur-generaal of zijn gemachtigde wordt goedgekeurd ten aanzien van een bepaalde gedetineerde in geval het volgen van die opleiding wezenlijk bijdraagt aan de voorbereiding van de sociale re-integratie;

§ 2. Voor de vormingsactiviteiten bedoeld in paragraaf 1, 1° en 2°, bestaat de gelijkgestelde tijd uit de bijgewoonde lesuren;

§ 3. Voor de vormingsactiviteit bedoeld in paragraaf 1, 3°, bestaat de gelijkgestelde tijd uit de uren die effectief en aantoonbaar aan de opleiding worden besteed, met als maximum het aantal uren zoals vastgesteld in de beslissing van de directeur-generaal of zijn gemachtigde.

HOOFDSTUK 4

Bepalingen met betrekking tot de opleidingstoelage

Art. 5. Een opleidingstoelage wordt toegekend voor de met arbeid gelijkgestelde tijd onder de in dit hoofdstuk bepaalde voorwaarden en beperkingen.

Art. 6. De opleidingstoelage bedraagt 0,70 euro per uur, met een maximum van 25,20 euro per week.

Art. 7. Indien de lesuren niet op een later ogenblik kunnen worden ingehaald, heeft de gedetineerde eveneens recht op de opleidingstoelage voor de lesuren die hij niet kon bijwonen ingevolge een staking van het gevangenispersoneel.

Une absence pendant les heures de cours pour une autre raison que celle mentionnée au premier alinéa ne donne droit à aucune allocation de formation.

Art. 8. Lorsqu'une formation visée à l'article 4, § 1^{er}, 3°, est approuvée, l'allocation de formation comprend également une indemnité unique couvrant les frais d'inscription à cette formation sans que ladite indemnité ne puisse se monter à plus de 100 euros.

Art. 9. L'allocation de formation n'est accordée que pour autant que le détenu ne reçoive pas d'une autre autorité une indemnisation pour l'activité de formation suivie.

Si le détenu reçoit d'une autre autorité une indemnisation qui est moins élevée que l'allocation de formation, la différence entre les deux lui est allouée.

CHAPITRE 5. — *Formulaire de demande de travail*

Art. 10. Le modèle de formulaire visé à l'article 84, § 1^{er}, de la loi est déterminé à l'annexe au présent arrêté.

CHAPITRE 6. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 11. Dans l'arrêté ministériel du 12 juillet 1971 portant instructions générales pour les établissements pénitentiaires les articles 97 à 103 sont abrogés.

Art. 12. Dans l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires sont abrogés :

- 1° l'article 62, modifié par l'arrêté royal du 28 avril 1970 ;
- 2° l'article 63, modifié par les arrêtés royaux du 28 avril 1970, 9 juillet 1979 et 28 décembre 2006;
- 3° l'article 64, modifié par les arrêtés royaux du 28 avril 1970 et du 28 décembre 2006 ;
- 4° l'article 65;
- 5° l'article 66, modifié par l'arrêté royal du 28 avril 1970;
- 6° l'article 69, modifié par les arrêtés royaux du 28 avril 1970, 25 février 1971, 9 juillet 1979 et 28 décembre 2006;
- 7° l'article 71bis, modifié par les arrêtés royaux du 15 décembre 1982 et 28 décembre 2006.

Art. 13. L'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2004 déterminant les montants des gratifications payées aux détenus est abrogé.

Art. 14. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020 :

- 1° les articles 81 à 86, §§ 1^{er} et 2, de la loi;
- 2° le présent arrêté.

Art. 15. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 juin 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Een afwezigheid tijdens de lesuren om een andere dan de in het eerste lid genoemde reden, geeft geen recht op de opleidingstoelage.

Art. 8. Wanneer een opleiding zoals bepaald in artikel 4, § 1, 3°, wordt goedgekeurd, behelst de opleidingstoelage eveneens een éénmalige vergoeding ten belope van het inschrijvingsgeld voor deze opleiding, zonder dat deze vergoeding meer dan 100 euro kan bedragen.

Art. 9. De opleidingstoelage wordt slechts toegekend voor zover de gedetineerde voor de gevolgde vormingsactiviteit geen vergoeding ontvangt vanwege een andere overheid.

Indien de gedetineerde een vergoeding vanwege een andere overheid ontvangt die lager is dan de opleidingstoelage, wordt hem het verschil tussen beide toegekend.

HOOFDSTUK 5. — *Aanvraagformulier arbeid*

Art. 10. Het model van formulier bedoeld in artikel 84, § 1, van de wet, wordt in de bijlage van dit besluit vastgesteld.

HOOFDSTUK 6. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 11. In het ministerieel besluit van 12 juli 1971 houdende algemene instructie voor de strafinrichtingen worden de artikelen 97 tot en met 103 opgeheven.

Art. 12. In het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen worden opgeheven :

- 1° artikel 62, gewijzigd bij koninklijk besluit van 28 april 1970;
- 2° artikel 63, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 april 1970, 9 juli 1979 en 28 december 2006;
- 3° artikel 64, gewijzigd bij de koninklijk besluiten van 28 april 1970 en 28 december 2006;
- 4° artikel 65;
- 5° artikel 66, gewijzigd bij koninklijk besluit van 28 april 1970;
- 6° artikel 69, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 28 april 1970, 25 februari 1971, 9 juli 1979 en 28 december 2006;
- 7° artikel 71bis, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 15 december 1982 en 28 december 2006.

Art. 13. Het ministerieel besluit van 1 oktober 2004 tot vaststelling van de bedragen van de aan de gedetineerden betaalde arbeidslonen wordt opgeheven.

Art. 14. Op 1 januari 2020 treden in werking :

- 1° de artikelen 81 tot en met 86, §§ 1 en 2, van de wet;
- 2° dit besluit.

Art. 15. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 juni 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Annexe

Direction générale ÉPI
Prison de

Demande de travail dans la prison

Je soussigné

Nom et prénom :

Né le : (date) à : (lieu)

Déclare vouloir prendre part au travail qui est disponible dans la prison¹.

Le Directeur est responsable de l'attribution du travail disponible.

Fait à : (date)

Signature du détenu :

¹ Si vous recevez une indemnité de l'assurance maladie, soyez attentif au fait que, pour pouvoir effectuer une activité, vous devez en demander préalablement l'autorisation au médecin conseil de votre mutualité. Si vous ne le faites pas, vous risquez de perdre votre indemnité. Le service psychosocial peut vous aider à vous mettre en relation avec le médecin conseil de votre mutualité.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 26 juin 2019 fixant le montant et les conditions d'octroi des revenus du travail et de l'allocation de formation et fixant les conditions dans lesquelles le temps consacré à des activités de formation en prison est assimilé à du temps de travail.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Bijlage

Directoraat-generaal EPI
Gevangenis

Verzoek tot het verrichten van arbeid in de gevangenis

Ik, ondergetekende

naam en voornaam :

geboren te : (datum) op : (plaats)

verklaar deel te willen nemen aan de arbeid, die beschikbaar is in de gevangenis¹.

De directeur staat in voor de toewijzing van de beschikbare arbeid.

Gedaan op : (datum)

Handtekening gedetineerde :

¹ Voor zover u een uitkering van de ziekteverzekering ontvangt, wordt u er attent op gemaakt dat u aan de adviserende geneesheer van uw ziekenfonds voorafgaandelijk de toestemming dient te vragen om een activiteit te mogen verrichten. Wanneer u dit niet doet, riskeert u uw uitkering te verliezen. De psychosociale dienst kan u helpen zich in verbinding te stellen met de adviserende geneesheer van uw ziekenfonds.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 26 juni 2019 tot vaststelling van het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van de inkomsten uit arbeid en van de opleidingstoelage en tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de tijd besteed aan vormingsactiviteiten in de gevangenis met arbeidstijd wordt gelijkgesteld.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2019/13534]

1^{er} JUILLET 2019. — Arrêté ministériel établissant les tables de conversion de la rente viagère visées à l'article 205bis, § 2, alinéa 4, du Code civil

Le Ministre de la Justice,

Vu le Code civil, l'article 205bis, § 2, alinéa 4, remplacé par la loi du 31 juillet 2017, elle-même modifiée par la loi du 22 juillet 2018;

Vu la proposition du Bureau fédéral du Plan,

Arrête :

Article 1^{er}. Les tables de conversion de la rente viagère visées à l'article 205bis, § 2, alinéa 4, du Code civil sont établies conformément à l'annexe au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1^{er} juillet 2019.

K. GEENS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2019/13534]

1 JULI 2019. — Ministerieel besluit tot bepaling van de omzettingstabellen van de lijfrente als bedoeld in artikel 205bis, § 2, vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek

De Minister van Justitie,

Gelet op het Burgerlijk Wetboek, artikel 205bis, § 2, vierde lid, vervangen bij de wet van 31 juli 2017, zelf gewijzigd bij de wet van 22 juli 2018;

Gelet op het voorstel van het Federaal Planbureau,

Besluit :

Artikel 1. De omzettingstabellen van de lijfrente als bedoeld in artikel 205bis, § 2, vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek worden vastgesteld volgens de bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 1 juli 2019.

K. GEENS
